



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 3 (2022)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : taux directeur inchangé mais hausse des réserves obligatoires
- ❖ Birmanie : TotalEnergies annonce son retrait
- ❖ Singapour : Ravi Menon nommé à la tête du NGFS

LE CHIFFRE À RETENIR

148 M\$

1^{er} SPAC d'Asie lancé sur SGX à Singapour cette semaine par Vertex Capital (Temasek) pour 148 M USD

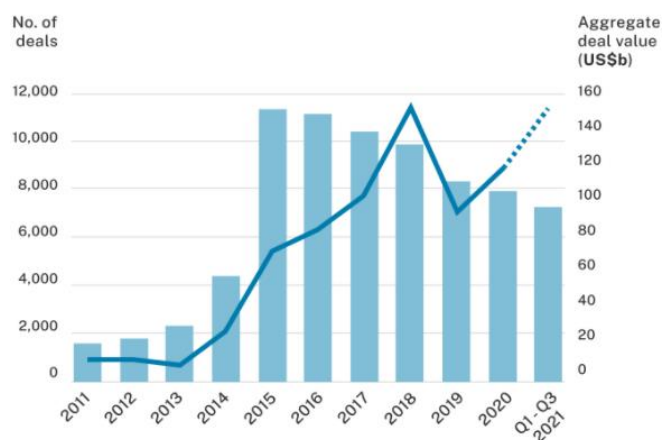
Région

Record de 152 Mds USD de fonds levés par les startups en Asie-Pacifique sur les 3 premiers trimestres 2021

Les transactions de capital-risque en Asie-Pacifique ont atteint 152 Mds USD au cours des 9 premiers mois de 2021 (+28% par rapport à 2020), selon un rapport de Preqin. Les cycles de financement sont devenus plus importants, avec une mise en commun des capitaux autour des séries B et D. Dans ce contexte, l'Asie du Sud-Est connaît une croissance marquée des transactions, avec notamment la croissance de 3 "décacornes" (Grab, GoTo Group et Sea). La transaction la plus importante de l'année a été la fusion de 40 Mds USD de *Grab* avec la société américaine *Altimeter Growth Corp* dans le cadre d'une SPAC cotée aux Etats-Unis. Les family offices sont également de plus en plus visibles en VC dans la région, avec notamment la création par *JL Family Office* à Singapour d'*Odyssey Venture Holdings*, une division PEVC (private equity venture capital) en septembre 2020. Le rapport souligne par ailleurs que si l'incertitude persiste sur le marché chinois, les investisseurs pourraient se tourner davantage vers l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam.

Scaling new heights

Venture capital deals hit US\$152 billion in the first 9 months of 2021, on track to exceed 2018's record

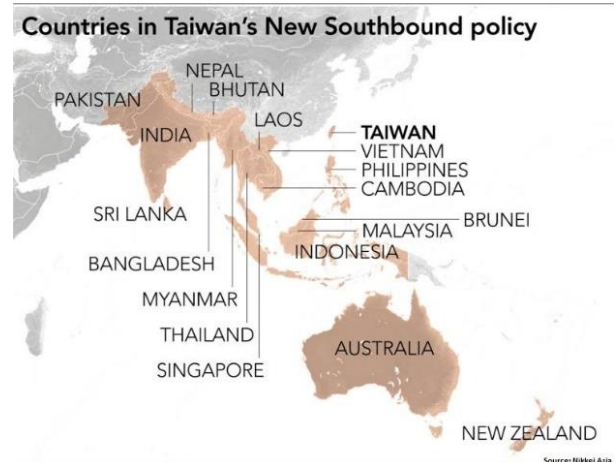


*Figures exclude add-ons, grants, mergers, secondary stock purchases, and venture debt.

Source: Preqin

Taïwan souhaite intensifier ses investissements en Asie du Sud-Est

Lors de son discours du Nouvel An, la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen a évoqué sa « nouvelle politique en direction du sud » (New Southbound Policy) d'approfondissement des relations économiques avec 18 pays d'Asie du Sud-Est, du Sud et d'Australasie. Lancée en 2016, la politique comprend quatre éléments : la coopération économique et commerciale, les échanges de talents, le partage des ressources et la connectivité régionale. Selon la Commission des investissements de Taïwan, environ 37% des IDE de Taïwan au cours des 11 premiers mois de 2021 sont allés en Asie du Sud-Est, contre environ 33% pour la Chine. La porte-parole du ministère taïwanais des Affaires étrangères a ajouté que Taipei chercherait à exploiter des marchés de niche communs et encouragerait la coopération dans divers domaines en fonction des besoins individuels des pays de l'ASEAN, notamment les semi-conducteurs, les soins de santé et l'agriculture.



Mekong River : débits extrêmement faibles et impact sur les secteurs de la pêche et de l'agriculture

La Mekong River Commission (MRC) a exprimé ses craintes après l'enregistrement de débits extrêmement faibles ces 3 dernières années, les plus faibles depuis 60 ans. Cela affecte les secteurs de la pêche et de l'agriculture, ainsi que l'habitat des populations du Delta du Mékong. Des mesures doivent être prises pour contrôler la situation parmi lesquelles une meilleure exploitation des réservoirs et des barrages hydroélectriques ou l'augmentation des capacités de stockage d'eau pour mieux gérer les périodes de sécheresse.

Indonésie

Maintien du taux directeur à 3,5% mais augmentation du taux de réserve obligatoire à 5% au 1^{er} mars

La banque centrale d'Indonésie (BI) maintient son taux de référence inchangé à 3,5%. Le gouverneur de BI s'attend à ce que la Réserve fédérale américaine procède à quatre hausses de taux cette année, à partir du 22 mars. La BI entame une phase de normalisation de sa politique de liquidité intérieure, avec une hausse du taux des réserves obligatoires à 5%, à compter du 1^{er} mars, contre 3,5% jusque-là, avec des hausses progressives par la suite (voir tableau). Pour les institutions de finance islamique, le taux sera révisé à 4%.

La hausse totale du taux de réserves obligatoires sera de 300 points de base sur l'année et 250 pour la finance islamique. La BI s'attend à ce que la hausse absorbe environ 200 000 Mds IDR (14 Mds USD) de liquidités. Parallèlement, la BI a également renforcé sa position « pro-stabilité », suggérant une stabilité de la roupie et du marché obligataire, avec une croissance soutenue par des outils non tarifaires et macroprudentiels.

Upcoming changes in the reserve requirement ratio

	Current	Mar-22	Jun-22	Sep-22
Conventional lenders	3.5%	5.0%	6.0%	6.5%
Islamic lenders	3.5%	4.0%	4.5%	5.0%

Source: BI, DBS

Adoption de la loi sur la nouvelle capitale indonésienne

Le parlement indonésien a adopté le 18 janvier, en séance plénière et en un temps record, la loi sur la nouvelle capitale de l'Etat, qui sera nommée Nusantara (archipel). Le budget estimé pour le développement et la construction du nouveau site s'élèverait à 467 000 Mds IDR, soit 33 Mds USD, mais le budget 2022 n'a prévu que 36 M USD. La ministre des Finances a annoncé que le développement du

nouveau site de la capitale s'effectuerait en plusieurs étapes jusqu'en 2045. La première étape, de 2022 à 2024, sera déterminante pour la suite du projet, avec la construction des infrastructures nécessaires au fonctionnement de la future capitale, comme les accès au site, la production d'énergie électrique, les infrastructures de télécommunication et la construction de barrages. Des craintes s'expriment dans la presse si jamais l'intérêt des investisseurs s'avérait moins important que prévu, pour ce projet qui pèserait lourdement sur le budget de l'Etat (Kompas, Koran Tempo, Media Indonesia, Republika, The Jakarta Post, RayatMerdeka).

Potentielle interdiction des cryptoactifs

Plusieurs organisations islamiques ont émis des fatwas déclarant haram (interdite dans l'islam) les actifs numériques tels que les crypto-monnaies et les jetons non fongibles. En revanche, le conseil des oulémas autorise les actifs cryptographiques sous réserve de respecter un mécanisme de livraison fondé sur la valeur, l'offre et la demande et de garanties de sécurité. Ces conditions seront satisfaites par la bourse indonésienne d'échanges de matières premières et dérivés (ICDX). La future agence de régulation des échanges de matières premières (BAPPEBTI) lancera un échange cryptographique au premier trimestre 2022 via PT Digital Futures Exchange (DFX). Par conséquent, ces fatwas n'affecteront pas les crypto-actifs dont la valeur augmente. Les données montrent que le montant des transactions de crypto-actifs en Indonésie a atteint 859 400 Mds IDR (60 Mds USD) en 2021.

Malaisie

La banque centrale maintient son taux directeur à 1,75%

A l'issue de sa première réunion annuelle, le comité de politique monétaire de Bank Negara Malaysia a décidé de maintenir son taux directeur à 1,75%, niveau historiquement bas, inchangé depuis juillet 2020. En dépit des signes évidents de reprise, la banque centrale estime que des mesures financières et fiscales sont toujours nécessaires pour soutenir l'activité économique, les risques sur les chaînes d'approvisionnement demeurant élevés ; par ailleurs, elle relève que l'inflation moyenne sur les 11 premiers mois n'a été que 2,3% et elle prévoit qu'elle restera modérée en 2022, après dissipation de l'effet de base sur les prix des carburants.

Multiplication des accusations de travail forcé

A la suite d'un audit, le Canada a décidé d'interrompre ses contrats d'achat de gants en nitrile conclus avec la société malaisienne Supermax Corp. Bhd en raison des conditions de travail imposées à la main d'œuvre immigrée, assimilée à du travail forcé. En novembre dernier, pour les mêmes raisons, la société Dyson avait rompu son contrat avec son principal fournisseur de composants, la société malaisienne ATA IMS Bhd ; précédemment, plusieurs sociétés malaisiennes (fabricants de gants et plantations d'huile de palme) avaient été interdites d'importation aux Etats-Unis par les douanes américaines et le Département d'Etat avait rétrogradé la Malaisie sur la liste noire des 17 pays ne répondant pas aux critères minimum de lutte contre le trafic d'êtres humains.

Des licences octroyées à 2 nouvelles compagnies aériennes

Le régulateur de l'aviation civile, Malaysian Aviation Commission (Mavcom), vient d'accorder des licences commerciales (*Air Service Licence*) à 2 nouvelles sociétés, MYAirline Sdn Bhd et SKS Airways Sdn Bhd. Les créateurs de ces nouvelles compagnies estiment leur projet tout à fait viable du fait des tarifs extrêmement faibles pratiqués à l'heure actuelle par les sociétés de leasing d'appareils et de la disponibilité de nombreux équipages mis à pied du fait de la crise. Cette décision de Mavcom intervient alors que le trafic passager envisagé en 2022 ne devrait toujours représenter que 30 à 45% de celui de 2019 et que les deux compagnies aériennes existantes, Malaysia Aviation Group et, surtout, AirAsia, connaissent d'importantes difficultés après deux années au cours desquelles leurs revenus d'exploitation se sont effondrés.

Singapour

Ravi Menon nommé à la tête du NGFS

Le directeur général de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), Ravi Menon, a été nommé Président du *Network for Greening the Financial System* (NGFS) pour un mandat de deux ans à compter de janvier 2022. A la tête du NGFS, Ravi Menon aura pour mission de renforcer la résilience du système financier face aux risques liés au changement climatique et augmenter les financements nécessaires pour soutenir la transition vers une économie mondiale durable. Le NGFS, lancé lors du One Planet Summit de Paris en 2017, est un groupe de banques centrales et de superviseurs financiers qui, sur une base volontaire, souhaitent partager les meilleures pratiques et contribuer au développement de la gestion des risques environnementaux et climatiques dans le secteur financier. Le NGFS regroupe 105 banques centrales et superviseurs.

Premier SPAC coté sur la bourse de Singapour

La société Vertex Venture, filiale VC du fonds Temasek, a réalisé la première cotation SPAC locale sur la place boursière de Singapour (SGX) le 20 janvier. Pour rappel, SGX a autorisé les sociétés d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) à s'introduire en bourse en septembre 2021. Vertex Venture, qui opère dans les secteurs de la cybersécurité et de la fintech, a levé 200 M SGD (148 M USD) auprès de 13 investisseurs. Un autre SPAC, Pegasus Asia, soutenu par le gestionnaire d'actifs français Tikehau Capital et la société Financière Agache (holding de LVMH), s'est également introduit en bourse à Singapour ce vendredi. Pegasus Asia a déjà levé 150 M SGD et prévoit d'investir dans les secteurs technologiques.

La MAS régule la publicité pour les cryptoactifs

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a publié des directives selon lesquelles les fournisseurs de services liés aux cryptomonnaies, ne doivent plus promouvoir leurs services auprès du grand public. Il est désormais interdit de faire de la publicité ou de commercialiser des jetons de paiement numériques (DPT) dans l'espace public, les transports, les médias ou via des influenceurs par exemple. La mise à disposition de guichets automatiques bancaires physiques dans les espaces publics est également interdite. Ces directives sont destinées à sensibiliser les Singapouriens sur la nécessité de prudence lorsqu'ils traitent avec les cryptoactifs et recherchent des opportunités d'investissement dans l'espace numérique. L'Autorité monétaire souhaite aussi que les plateformes présentent au public leurs services d'échanges de jetons cryptographiques d'une façon qui ne « banalise pas les risques de négocier des monnaies virtuelles ».

Leading Maritime Cities 2022 : Singapour en tête, suivi de Rotterdam et de Londres

Singapour conserve sa position de deuxième port à conteneurs le plus fréquenté au monde et se classe à nouveau au premier rang des villes maritimes du monde selon un rapport de DNV et Menon Economics. Singapour conserve aussi la première place pour l'attractivité et la compétitivité ainsi que pour les technologies maritimes, grâce notamment aux efforts portés par Singapour à la transformation numérique. Singapour cède cependant la place à Athènes et Shanghai

Rank	SHIPPING	MARITIME FINANCE & LAW	MARITIME TECHNOLOGY	PORTS & LOGISTICS	ATTRACTIVENESS & COMPETITIVENESS	OVERALL RANKING
1	ATHENS	NEW YORK	SINGAPORE	SHANGHAI	SINGAPORE	SINGAPORE
2	SINGAPORE	LONDON	OSLO	ROTTERDAM	LONDON	ROTTERDAM
3	TOKYO	TOKYO	BUSAN	SINGAPORE	COPENHAGEN	LONDON
4	SHANGHAI	OSLO	LONDON	HONG KONG	ROTTERDAM	SHANGHAI
5	HAMBURG	PARIS	SHANGHAI	GUANGZHOU	OSLO	TOKYO

LMC Report 2022 top 5 pillar and overall rankings (Source: DNV/Menon Economics)

respectivement dans les domaines du transport maritime et des ports et de la logistique, et perd du terrain dans le domaine des finances et du droit maritimes.

Vietnam

Limitation de l'octroi de crédits dans les secteurs à risque

La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) a demandé aux banques locales de limiter l'octroi de crédits dans les secteurs à risque, notamment dans l'immobilier, la bourse et les obligations d'entreprises ou les projets de transport sous forme de BOT, BT. Selon la SBV, les crédits à tarifs préférentiels devraient plutôt être octroyés dans les domaines prioritaires définis par le gouvernement (agriculture, industrie, petites et moyennes entreprises), les crédits à la consommation, ainsi qu'aux projets de développement socio-économique. Par ailleurs, la SBV a réitéré son engagement à maintenir l'inflation au niveau moyen de 4% et à restructurer le système financier tout en renforçant sa capacité à contrôler et traiter les créances douteuses. La SBV a fixé l'objectif de croissance du crédit à 14%.

Intensification des investissements étrangers attendue au Vietnam en 2022

D'importants investissements étrangers au Vietnam viennent d'être annoncés. Coca-Cola investira plus de 136 M USD dans la construction d'une usine dans la province de Long An (sud). LEGO s'est engagé à accélérer la construction d'une usine de 1 Md USD dans la province de Binh Duong (sud) au second semestre 2022.

Projet de baisse de la TVA à 8% en 2022

Le ministère des Finances (MoF) prépare un projet de décret qui réduira la TVA de certains services et produits de 10% à 8% pour la période du 1er février au 31 décembre 2022. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du programme de soutien à l'économie récemment voté par l'Assemblée nationale. Selon le MoF, la réduction de la TVA entraînera une perte d'environ 2,1 Mds USD pour le budget de l'Etat.

Thaïlande

Augmentation prévue de la base fiscale en 2022

Le gouvernement va étendre sa base fiscale en 2022 en modifiant ou créant de nouvelles taxes. L'objectif est d'augmenter les recettes fiscales rapportées au PIB qui ont stagné ces dernières années et demeurent à un niveau faible (14,6%) comparé à la moyenne des pays de l'OCDE, alors que des dépenses budgétaires importantes de soutien à l'activité économique sont encore prévues pour 2022 (354 Mds THB ou 11 Mds USD). Le ministre des Finances a fait plusieurs annonces récentes en ce sens : (i) retour de la taxe foncière (« land and building tax ») à son taux antérieur (réduction de 90% sur le taux d'imposition depuis juin 2020), cette baisse ayant entraîné une diminution de recettes fiscales d'environ 30 Mds THB par an (900 M USD) ; (ii) suppression de l'exonération de la taxe sur les ventes d'actions sur les marchés boursiers (taxe qui pourrait s'appliquer dorénavant sur les profits réalisés et non plus sur le produit de la vente) ; (iii) imposition des plus-values réalisées sur les échanges de crypto-actifs (15% pour l'instant mais le taux pourrait être révisé).

Nouvelle mesure gouvernementale pour lutter contre la hausse du coût de la vie

Le cabinet des ministres a approuvé une allocation budgétaire de 1,48 Md THB (45 M USD) sur les trois prochains mois visant à répondre à la hausse récente du coût de la vie. Les fonds serviront à financer la vente à bas prix des biens essentiels dans 3 000 points de vente en Thaïlande. Les articles visés incluent les produits alimentaires, notamment le poulet, les œufs et d'autres biens essentiels. Pour

rappel, la Thaïlande enregistre depuis plusieurs semaines une inflation notable de ses denrées alimentaires que le gouvernement cherche notamment à juguler par des mesures de contrôle de prix (du porc et du poulet en particulier).

Diminution des investissements à venir dans l' « Eastern Economic Corridor »

Les investissements en infrastructure prévus pour la seconde phase de développement (2022-2026) du programme phare de l'EEC (« Eastern Economic Corridor », au sud-est de Bangkok) vont significativement diminuer par rapport à la première phase (2018-2021), passant de 900 Mds THB (27 Mds USD) à 398 Mds THB (12 Mds USD). La seconde phase inclura des investissements dans le ferroviaire, le développement routier, s'attachera à investir dans des solutions visant à limiter les embouteillages dans les trois provinces de l'EEC et fournira des rails d'acheminement permettant de connecter le réseau de trains à grande vitesse au port en eaux profondes de Laem Chabang. La plupart des investissements seront réalisés via des partenariats public-privé et se répartiront comme suit : 85 Mds THB (2,5 Mds USD) pour 2022 ; 66 Mds THB (2 Mds USD) en 2023 ; 99 Mds THB (3 Mds USD) en 2024 ; 81 Mds THB (2,4 Mds USD) en 2025 ; 67 Mds THB (2 Mds USD) en 2026.

Réintroduction prévue du Test & Go pour les touristes étrangers

Après avoir été supprimé le 22 décembre dernier, le programme Test & Go qui permettait aux touristes étrangers d'entrer sur le territoire thaïlandais sans quarantaine devrait être réintroduit à partir du 1er février. Cette décision fait suite à une pression relativement forte des acteurs du tourisme en Thaïlande pour éviter une chute prolongée de leurs recettes, comme ce fut le cas en 2021. Elle traduit également le désir du gouvernement de ne pas freiner la reprise économique, qui dépend fortement du tourisme international, alors que la croissance économique en 2021 s'est révélée beaucoup plus faible qu'anticipée initialement du fait du durcissement des restrictions sanitaires. Entre 6 et 7 millions de nouvelles entrées touristiques sont attendues en 2022 (contre moins de 300 000 en 2021).

Philippines

Les réserves de change atteignent 108,8 Mds USD fin décembre 2021

Ce niveau de réserves, qui reste en dessous de la prévision de 111 Mds USD de la Banque Centrale des Philippines (BSP), est le plus haut depuis décembre 2020. Cette hausse est en partie attribuable à l'augmentation saisonnière des envois de fonds des Philippins de l'étranger. Cela représente un coussin de liquidité équivalant à 10,3 mois d'importations de biens et de paiements des services et des revenus primaires. Cela représente également environ 8,8 fois la dette extérieure à court terme de l'Archipel.

Les Philippines sont le 4^{ème} plus gros bénéficiaire d'envois de fonds en 2021

Les envois de fonds de la diaspora philippine ont atteint 36,2 Mds USD en 2021 d'après les données préliminaires de la BSP. Ce chiffre classe les Philippines comme le 4^{ème} plus grand receveur de ces transferts derrière l'Inde, la Chine et le Pakistan, pour un montant correspondant à 9,4% du PIB de l'archipel. L'argent envoyé par les travailleurs migrants philippins a augmenté pendant 10 mois consécutifs selon la BSP, contribuant ainsi à soutenir la consommation en période de fête.

Les emprunts du gouvernement atteignent 53,7 Mds USD fin novembre 2021

Selon les données préliminaires du Bureau du Trésor (BTr), le gouvernement philippin, toujours à la recherche de fonds en riposte à la pandémie, a porté ses emprunts à hauteur de 53,7 Mds USD fin novembre 2021. Cela représente une diminution de 8,9% par rapport aux 59 Mds USD levés au cours de la même période en 2020. Rien qu'en novembre 2021, le Trésor a emprunté 516 M USD, en baisse de 82% en glissement annuel. Sur les 11 premiers mois de l'année, les emprunts intérieurs bruts ont atteint 43,5 Mds USD, représentant une diminution de 8,8% en glissement annuel. Pendant ce temps,

les emprunts extérieurs bruts ont atteint un total de 10,2 Mds USD, en baisse de 9,3% par rapport à la même période un an plus tôt. Au mois de novembre 2021, l'archipel totalise 231,3 Mds USD de dette, principalement détenue par ses résidents (à hauteur de 70%).

Cambodge

Le Cambodge s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050

Le Cambodge a soumis le 30 décembre 2021 sa « Stratégie à long terme pour la neutralité carbone (LTS4CN) » à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le Premier ministre, Hun Sen, réalise ainsi sa promesse de présenter un tel plan avant la fin 2021, dans la foulée de l'engagement pris par son gouvernement, lors de la COP26 de Glasgow de réduire les émissions de GES du Cambodge de plus de 40% d'ici 2030. Le Cambodge est l'un des trois PMA à avoir publié une telle stratégie. Selon le ministre cambodgien de l'Environnement, la mise en œuvre de cette stratégie devrait permettre d'augmenter le PIB du pays de près de 3% et de créer environ 449 000 emplois d'ici 2050.

Le Cambodge en bonne voie pour sortir du statut de PMA

Le Cambodge a rempli les 3 conditions de base nécessaires (critère de revenu, indice de capital humain, indice de vulnérabilité économique et environnementale) pour sortir de la catégorie de pays les moins avancés (PMA), a indiqué le ministre du Plan, Chhay Than. Une nouvelle évaluation sera réalisée par l'ONU en 2024. Si tous ces critères sont à nouveau remplis, le Royaume pourrait alors demander le retrait du statut de PMA, qui prendrait effet 3 ans plus tard, soit en 2027 au plus tôt.

Inauguration du nouveau port touristique de Kep-Koh Tonsay

Le port touristique de Kep-Koh Tonsay, qui remplace un embarcadère vétuste, a été inauguré le 19 janvier 2021. Selon le ministre des Travaux publics et des Transports, cette nouvelle infrastructure de 1,23 M USD devrait contribuer à soutenir les secteurs locaux du tourisme, de l'agriculture et de la pêche. D'une longueur de 306 m et d'une largeur de 68 m, la jetée devrait pouvoir accueillir des navires d'une capacité de 300 passagers, y compris en provenance du Vietnam ou de Thaïlande.

Laos

Interdiction de l'importation de nombreux produits agricoles

Afin de protéger la production locale, le gouvernement a interdit l'importation de nombreux produits agricoles (choux, oignons, poivrons, salades), d'élevage (bœufs, porcs, poulets, canards, oies) et de la pêche. L'importation de certains produits non disponibles au Laos reste autorisée (viande de bœuf premium, fruits de mer, viande d'autruche et de mouton), de même que la nourriture pour animaux, les semences de riz, les médicaments vétérinaires et les matériels agricoles.

Accord pour l'exploitation de 2 plateformes d'échanges de crypto-actifs

La banque centrale laotienne (BoL, Bank of Laos) a donné un accord de principe à l'exploitation au Laos de 2 premières plateformes (sur plus de 30 candidates) d'échange de crypto-monnaie : LDX (joint-venture entre le Groupe AIF et le Groupe Phongsupthavy) et Bitqik (Groupe Simuong), qui devraient être opérationnelles en avril. La BoL a par ailleurs annoncé la mise en place de mesures pour réduire les risques que ces opérations pourraient entraîner sur l'économie.

Le gouvernement vise un déficit budgétaire 2022 à 272 M USD

Le gouvernement a annoncé qu'il tenterait de réduire le déficit budgétaire 2022 à 272 M USD (240 M EUR), soit 1,6% du PIB (contre 4,3% en 2021). Pour augmenter ses recettes et assurer la charge de la dette publique intérieure et extérieure, le gouvernement souhaite moderniser la collecte des impôts, mieux gérer les taxes sur les importations ainsi que les redevances sur l'extraction minière, la production hydroélectrique et les redevances foncières.

Birmanie

TotalEnergies annonce son retrait

TotalEnergies a décidé d'initier le processus de retrait prévu aux contrats du champ de Yadana et de la société de transport MGTC, à la fois en tant qu'opérateur et en tant qu'actionnaire, et ce sans aucune contrepartie financière. Le retrait sera effectif à l'issue du préavis de six mois et les intérêts de TotalEnergies seront répartis entre les partenaires actuels (Unocal-Chevron, PTTEP, filiale de la société nationale d'énergie thaïlandaise, et la société d'Etat birmane MOGE).

Nouvelles mesures pour soutenir le Kyat

Afin de maintenir la stabilité du taux de change, la banque centrale (CBM) a une nouvelle fois cédé 15 M USD le 20 janvier portant à 65 M USD le niveau des interventions depuis le début de l'année (443,8 M USD en 2021). Par ailleurs, la réception des fonds par virement télégraphique des revenus liés aux exportations d'or est désormais autorisée à hauteur de 50 000 USD par opération alors qu'une lettre de crédit était exigée jusqu'à présent pour toutes les transactions.

Baisse de la production d'électricité de 35%

Le ministère de l'Energie et de l'Electricité a annoncé une multiplication à venir des coupures d'électricité avec une baisse globale de production de 1 470 MW (soit -35%). Cette situation résulte d'une suspension des opérations des centrales à GNL compte-tenu de la hausse des prix de l'énergie au niveau mondial, de plusieurs opérations de maintenance sur des centrales à gaz et hydroélectriques ainsi que la mise hors service de lignes de transmission haute tension par les forces de résistances.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs :

Léonore MARTEVILLE, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Pour s'abonner :

leonore.marteville@dtresor.gouv.fr ; eva.thach@dtresor.gouv.fr

